

Quand la violence l'emporte
sur la raison

Carlo Bordini

Quand la violence l'emporte sur la raison

Traduit de l'anglais
par Christophe Beslon

Préface d'Albert Ogien



Titre de l'édition anglaise : *Ethical Violence*

© Polity Press, 2024.

Publication originale en langue italienne sous le titre : *Furor*

© Luiss University Press, 2023.

ISBN 978-2-13-087643-4

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2026, février

© Presses Universitaires de France, 2026

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

PRÉFACE

Paradoxes de la modernité

Le regard que Carlo Bordini pose sur l'évolution des sociétés contemporaines est indissociable des réflexions qui ont conduit Zygmunt Bauman – dont il a été un proche collaborateur – à avancer l'idée de « société liquide¹ ». Cette notion visait à qualifier cet ordre de relations sociales instauré dans les pays du « monde occidental » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et caractérisé par le relâchement de la régulation des affaires privées par l'État, le respect de la pluralité des conceptions du bien, l'extension des droits de citoyenneté à toutes et tous, la bienveillance vis-à-vis de modes de vie minoritaires et l'essor de l'autonomie de jugement des personnes. Pour Bauman, la combinaison de tous ces facteurs a fini par saper l'autorité des institutions et livrer nos existences à la précarité et à l'éphémère. Le livre de Bordini reprend cet argument en montrant, en particulier, comment la « liquidité » a favorisé le développement d'une irrationalité qui alimente l'atomisation de la cohésion sociale.

Bordini n'est pas une de ces plumes qui se lamentent sur la décadence qui corrode les sociétés occidentales.

1. Z. Bauman, *La Vie liquide*, Arles, J. Chambon, 2006.

Quand la violence l'emporte sur la raison

S'il décrit un monde ancien qui assiste à son délitement de façon fataliste et impuissante, il n'entretient aucun de ces relents de nostalgie ou de ces condamnations des méfaits de la démocratie qui font la joie des pamphlétaires déclinistes ou réactionnaires. Il se pose en pur observateur de la manière dont ces sociétés s'accommodent de l'épuisement de la séquence historique qui s'est ouverte avec la pensée des Lumières. Pour Bordoni, ce qui a constitué la modernité se défait insensiblement sous les coups d'un individualisme débridé qui promeut l'affirmation de soi au détriment de l'engagement pour la collectivité, privilégie les émotions et les passions contre la froideur des raisonnements fondés sur les faits avérés, remet en cause le bien-fondé des ingérences de l'État et enferme le débat public dans les « bulles de filtre » des réseaux sociaux.

Il est difficile de nier que ces phénomènes sont effectivement à l'œuvre dans les sociétés modernes. De là à dire qu'ils participent tous d'un même projet de dissolution de la raison, il y a un pas que Bordoni hésite à franchir. Ce que ses analyses mettent en lumière, ce sont plutôt les problèmes qui naissent des paradoxes de la modernité.

L'un de ces paradoxes naît d'un mouvement qui anime le système capitaliste : l'emprise d'une culture et d'une consommation de masse qui, tout à la fois, valorisent les préférences personnelles et nourrissent le conformisme¹. C'est cette tension que Bordoni signale en rappelant que « l'individualisme, qui pratique l'isolement et l'éloignement des autres n'a en aucun cas besoin de reconnaissance sociale. Pourtant, il n'y a pas moyen d'y échapper : on a toujours besoin des

1. T. Bauer, *Vers un monde univoque*, Paris, L'Échappée, 2024.

Préface

autres¹ ». En un mot, le souci de soi n'est jamais l'annulation de tout lien social ; et les régimes démocratiques travaillent, chacun dans des conditions différentes, à établir des équilibres provisoirement satisfaisants entre autonomie et appartenance à la collectivité. Un certain degré d'instabilité semble donc inhérent à ces régimes, d'autant plus que deux siècles d'expérience de la démocratie ont profondément enraciné le principe d'égalité *dans* le statut de citoyen.

Le premier moment de cet enracinement a été la lente institution du suffrage universel². Le second a été l'amélioration des conditions d'existence de la population par le truchement de politiques de redistribution garantissant l'accès à l'éducation, à la santé, au logement, au travail, au chômage, à la retraite et aux loisirs³. Un troisième moment s'affirme de nos jours : la prise en compte de la capacité de tout un chacun à contribuer à la définition et au contrôle de l'administration des affaires publiques⁴. En somme, l'accroissement continu des prérogatives concédées aux citoyens résulte du fonctionnement normal d'un régime démocratique. C'est même ce qui lui permet de reconduire sa légitimité. Envisagé dans cette perspective, l'individualisme n'a rien d'un phénomène pathologique. Et s'il fallait trouver une raison à la désagrégation des sociétés occidentales, elle serait plutôt à chercher, comme l'avait bien vu Bauman, du côté du démantèlement continu de l'État social qui se traduit pas l'appauvrissement de ses

1. C. Bordoni, *Quand la violence l'emporte sur la raison*, Paris, Puf, 2026, p. 86.

2. P. Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen*, Paris, Gallimard, 1992.

3. C. Colliot-Thélène, *Le Commun de la liberté*, Paris, Puf, 2022.

4. A. Ogien, *Politique de l'activisme*, Paris, Puf, 2024.

Quand la violence l'emporte sur la raison

interventions en matière de solidarité, de responsabilité et de justice¹.

Bordoni pointe un second paradoxe : si la modernité a réussi à proscrire l'usage de la violence dans les relations sociales lorsqu'elle est le fait des individus, elle le justifie lorsqu'il est décrété par des pouvoirs publics au nom de la sauvegarde du bien commun. Cette dualité rappelle la manière dont le rapport entre violence et politique est défini par Max Weber, qui présente l'État comme le « détenteur du monopole de la violence légitime ». Mais, pour Bordoni, cette justification de la violence renvoie à « l'effondrement des idées des Lumières qui avaient façonné un monde occidental ouvert à la raison et éclairé par la science² ». Ce qui le conduit à affirmer que les motifs qu'un gouvernement invoque pour contrevenir à l'impératif de pacification des relations publiques sont marqués du sceau de l'irrationalité, car solliciter l'armée ou la police pour annihiler un ennemi, extérieur ou intérieur, revient à trahir l'un des credo de la modernité : tout différend peut se régler par le dialogue et la négociation.

En fait, les régimes démocratiques ne sont jamais immunisés contre la violence. Ils sont incapables d'éradiquer totalement les révoltes ou les insurrections civiles (frondes paysannes, occupations d'usines, grèves générales, cortège de tête, etc.), les éruptions sporadiques d'exaspération ou de colère (vandalisme, pillages ou émeutes), voire les assassinats et les actes terroristes. Leur vocation est d'assigner à

1. C. Bordoni, *Bauman's Legacy. A Critical Analysis of the Crisis of Modernity*, Londres, Anthem, 2025.

2. C. Bordoni, *Quand la violence...*, op. cit., p. 72.

Préface

la violence la place la plus résiduelle possible et, lorsqu'elle éclate, de la réprimer avec discernement et de façon proportionnée. D'ailleurs, lorsqu'un gouvernement s'efforce d'éviter à tout prix le recours à la force, il est vite accusé de faiblesse. Au fond, le jugement porté sur l'usage de la violence par l'État est plus affaire de circonstances que de rationalité.

Le troisième paradoxe de la modernité, le plus actuel sans doute, tient à l'antagonisme entre connaissance et technologie. Pour dégager ce qui est en jeu ici, Bordoni distingue la technique, étroitement associée aux progrès de la science, de la technologie, c'est-à-dire les méthodes et objets aujourd'hui conçus à partir du traitement de l'information afin de rendre le travail plus productif et la vie quotidienne plus facile. Pour lui, les évolutions que la technologie connaît à l'ère digitale déconnectent la technique de la science au sens où elles instillent la croyance selon laquelle l'individu est à l'origine de ses choix et en mesure de les réaliser par ses propres moyens. Pour Bordoni, c'est là une forme d'irrationalité qui atteint son paroxysme dans l'addiction aux écrans que les contemporains ont contractée. Or, en considérant la manière dont la vie sociale s'organise à l'âge des réseaux, on remarque que, bien que tout possesseur de smartphone a la capacité de faire valoir son opinion quand et comme bon lui semble, il le fait en anticipant les réactions de la « communauté » au sein de laquelle il l'exerce et en prenant soin de répercuter les informations qu'il y partage et les consensus qui y ont cours. L'individualisme n'est donc jamais si despotique qu'il fait oublier la préoccupation pour la reconnaissance d'autrui – même si c'est un autrui fréquentant la même bulle.

Bordoni préconise d'administrer un unique antidote pour sauver la société du funeste destin vers lequel la technologie

Quand la violence l'emporte sur la raison

l'emporte : « la connaissance ». La question se pose toutefois de savoir si ce remède est encore de saison. Avec la numérisation des fragments d'information stockés dans les bases de données extraites des activités humaines et recomposés à des fins utilitaires, la connaissance a cessé d'être le fondement et la garante de la raison. Elle a été vampirisée à un point tel par les grands modèles de langage qu'une question se pose désormais : peut-elle vraiment prémunir les sociétés des périls que provoque l'envahissement de leur quotidien par l'algorithmisation du monde ? Dans ces conditions, c'est de sagesse et d'esprit critique qu'il faudrait s'armer pour se déprendre des maléfices de la technologie¹. Mais où pourrait-on encore les puiser si, d'aventure, la connaissance ne devait plus être que ce que l'intelligence générative aura décidé qu'elle est ?

À mesure que nous avançons dans le *xxi*^e siècle, la « société liquide » décrite par Zygmunt Bauman semble ne plus être qu'un vestige d'un temps révolu : celui durant lequel les sociétés occidentales partageaient le projet de réaliser les promesses de l'égalité contenues dans l'idée de démocratie. Les modestes progrès enregistrés sur cette voie sont aujourd'hui reniés et discrédités par des voix qui, sur un mode plus ou moins agressif, fustigent les excès de liberté auxquels l'élargissement des droits humains a donné naissance.

Pour Bordoni, cette contestation est le reflet d'une crise de la modernité. Son travail suggère, on l'a dit, que l'application des principes de rationalité a engendré une forme

1. Sur les difficultés de la tâche, voir M. Vitali-Rosati, *Éloge du bug. Être libre à l'époque du numérique*, Paris, Zones, 2024.

Préface

d'irrationalité qui a donné corps à un individualisme effréné entraînant le dépérissement de l'ordre normatif, le recul des formes de la civilité et la dégradation du prestige du savoir et de l'expertise. Il me semble que ce tableau alarmiste peut être retouché si l'on admet que la modernité engendre moins de l'irrationalité que des paradoxes ; et que la manière dont les sociétés y répondent dévoile leurs ajustements aux incessants défis qu'elles affrontent.

Il existe cependant une autre manière d'envisager le trouble qui saisit les sociétés occidentales. Il s'agirait de le concevoir comme la conséquence de leur impuissance à résister à l'assaut que les tenants d'une « anti-modernité » militante mènent contre les principes de rationalité. Comme celui que conduit désormais l'administration américaine, en remettant publiquement au goût du jour tout ce que l'esprit des Lumières a cherché à abolir : le pouvoir absolu du chef, la soumission à l'autorité, le sens de la hiérarchie, le mépris de la science, l'édiction d'une vérité officielle, la religion contre la dégénérescence morale, le mérite contre les droits subjectifs, l'intolérance aux opinions discordantes, la désignation de minorités comme boucs émissaires.

Le livre de Bordoni invite à mesurer la gravité des menaces qui pèsent sur les sociétés occidentales selon qu'elles procèdent de l'irrationalisme en germe dans la modernité ou de l'offensive que l'anti-modernité mène afin de dévaloriser les fondements de la forme de vie démocratique¹. C'est là un de ses grands mérites.

1. Carlo Bordoni poursuit sa réflexion dans *The Society of Dividuals. Virtualization of Existence*, Cambridge, Polity, 2026.

INTRODUCTION

Vivre dans une époque inquiétante

Nous connaissons aujourd'hui des temps de crise. Pourtant, certains diront que c'est un état permanent et que, sans attendre que s'éloignent les problèmes critiques d'un moment donné, les nuages se forment déjà à l'horizon, qui annoncent les nouvelles tempêtes à venir. C'est un fait que les crises – dans l'acception originale du mot, c'est-à-dire des périodes qui appellent des évaluations pertinentes et demandent des choix courageux, voire des décisions déchirantes – se succèdent de plus en plus rapidement et convergent entre elles, affectant la politique, l'économie et les relations internationales, ainsi que le comportement individuel et les rapports sociaux.

Nous subissons cette forme de congestion qui produit, d'une part, une détresse existentielle grave et fait ressortir, d'autre part, notre incapacité à faire face, sans même parler de surmonter, chacun des problèmes, et contribue à aggraver notre sensation continuelle d'incertitude et d'impuissance. Plutôt que de favoriser une décision différente, comme elle le devrait, la crise débouche au contraire sur de l'immobilisme et sur l'incapacité d'agir, alors même que l'incertitude est comme on le sait l'ennemie de la faculté d'anticipation, car elle neutralise toute vision positive de l'avenir.

Quand la violence l'emporte sur la raison

Dans notre livre paru en 2014, *State of Crisis*¹, Zygmunt Bauman et moi-même avons étudié la crise consécutive à la « grande récession » de 2008, ainsi que la difficulté des États-nations à supporter le poids de la mondialisation. Mais c'est en tout premier lieu sur la crise de la modernité, dénoncée par Jean-François Lyotard dès la fin des années 1970 et aggravée par la « liquéfaction » des relations sociales, que Bauman a fondé sa propre interprétation sociologique fructueuse.

En dépit de la richesse de l'analyse complexe et exhaustive de la modernité liquide, il apparut très vite dès les années suivantes que de nouveaux instruments étaient requis pour comprendre une transformation sociale si rapide. C'est ainsi que Bauman fut conduit à proposer, comme un remède partiel, le concept d'« interrègne », dans le prolongement de la pensée de Gramsci.

S'il est vrai, cependant, que la compréhension des causes d'une crise ouvre la voie vers sa résolution, ceux qui l'ont traversée au cours des dernières années ont peut-être été conduits à penser qu'ils pourraient la surmonter définitivement, sinon sans difficultés. Mais nous savons désormais que plusieurs nouvelles vagues de crise, toutes de nature différente, se sont succédé, jusqu'à la « tempête absolue » de la pandémie qui nous a contraints à repenser complètement les relations sociales et les conditions de vie. Nous ne mesurons pas encore toutes les implications de ce cataclysme mondial, mais il est plus que vraisemblable qu'il annihilera à jamais l'idée que nous nous faisons de la modernité.

1. Z. Bauman et C. Bordoni, *State of Crisis*, Cambridge, Polity Press, 2014. Toutes les notes en bas de page précédées d'un chiffre sont de l'éditeur, les notes précédées d'un astérisque sont du traducteur.

Introduction

De même, la théorie de la liquidité de Bauman semble avoir été remise à l'écart, bien qu'elle se soit montrée extrêmement féconde pour expliquer la société entre la fin du xx^e siècle et la première décennie du xxi^e siècle. Ce qui a émergé ensuite est le constat de la disparition du social ou du moins de sa transformation profonde. Alain Touraine avait anticipé cela en 2013, tandis que Bernard Stiegler¹ confirmait que les nouvelles technologies pourraient jouer un rôle majeur dans un monde de plus en plus individualiste.

Après la pandémie, les effets possibles de nouvelles crises furent bien mis en avant, mais d'autres questions critiques reliées à la mouvance post-sociale devaient être traitées, telles que le déclin de la rationalité et la montée en puissance de la violence, tant dans la sphère privée que publique. L'irrationalité et la violence peuvent apparaître très éloignées à première vue, mais un examen plus attentif révèle qu'elles présentent des liens profonds, lesquels renforcent la vision d'un monde dans lequel s'opère le basculement vers une réalité post-sociale. Sans vouloir sous-estimer le déclin de la rationalité et la défiance à l'endroit de la science dont on peut voir de nombreux signes chaque jour, c'est bien la question de la violence qui est la plus pressante et qui préoccupe tant ceux qui la relèvent.

La violence devient extrêmement dangereuse quand on s'emploie à la légitimer, à la justifier au nom des motifs les plus divers, à commencer par celui du droit de se défendre. L'État n'est pas le seul à la légitimer, avec le pouvoir d'exercer la violence qu'il s'est lui-même arrogé depuis les origines

1. B. Stiegler, *De la misère symbolique 1 et 2*, Paris, Flammarion « Champs », 2004 et 2005.

Quand la violence l'emporte sur la raison

de la modernité ; car toute conviction intime, fondée sur une quelconque réaction émotionnelle socialement partagée, peut conduire à s'en emparer en la justifiant au nom de la nécessité. C'est ainsi que la violence devient « éthique » lorsqu'elle est légitimée par convention et même tolérée par la loi. D'une certaine façon, elle s'installe dans la vie quotidienne, comme quelque chose de purement instinctif et donc irrationnel. D'un point de vue anthropologique, elle pourrait être qualifiée d'héritage archaïque de notre pensée, sous l'effet du rôle joué par l'amygdale qui conduit l'homme – comme tous les animaux supérieurs – à défendre son territoire et sa descendance, et à réagir avec agressivité face à quiconque représente une menace ou un danger. Toutefois, la violence n'agit pas toujours dans ce sens : elle est plus souvent, en réalité, une forme de culture, socialement induite, où les comportements sont stratifiés et modifiables avec le temps, sous l'influence des états de la société.

Mais elle reste toujours une violence irrationnelle, contrôlée et inhibée par des siècles de civilisation qui sont pourtant impuissants à la maîtriser complètement quand la raison est remise en question et que l'affectivité l'emporte. Les périodes de grandes passions et d'effervescence émotionnelle sont toujours accompagnées d'explosions irrationnelles de violence.

La violence éthique s'étend à tous les types de violence, y compris sa forme non physique et les agressions verbales ou écrites ; elle inclut l'échec délibéré à venir en aide aux autres et même notre déni de responsabilité à leur égard (Emmanuel Levinas) ; ainsi que toute forme de pression culturelle exercée à l'encontre de certains comportements sociaux. La violence symbolique de Pierre Bourdieu se coule parfaitement dans le statut de l'« éthique » précisément

Introduction

parce qu'elle épouse la forme d'un « habitus », le besoin de se conformer aux normes exigées par la société et qui permet à tout un chacun de se sentir normal et intégré.

Au cours de la période récente, nous avons commencé à percevoir une tendance nouvelle et préoccupante qui pousse à l'évaluation de la violence, et cette impression gagne actuellement du terrain dans la conscience collective. Dans le sillage des événements internationaux, ce changement d'attitude notable est dû à la contribution apportée par tout un chacun ou presque, en commençant par les médias, lesquels portent une grande responsabilité à cet égard, comme nous le rappelle Étienne Balibar.

Nous sommes révoltés à juste titre par les féminicides, les actes de violence gratuite et les explosions d'agressivité irrationnelle, mais nous restons indifférents face à la violence rationnelle, mise en œuvre avec les armes les plus sophistiquées, pourvu qu'elle soit justifiée par le droit de légitime défense. Elle est alors vue comme une chose nécessaire, incontestable, urgente, et partagée sur le plan émotionnel, parce qu'elle incarne un besoin collectif qui doit être satisfait. Elle se distingue – et c'est facile à comprendre – dans l'appel pervers à la guerre présentée comme un changement d'époque : elle ne serait pas moins qu'un formidable outil d'effacement destiné à mettre fin à l'état d'incertitude et permettant de restaurer la réalité et de préparer une renaissance. On obtiendra peut-être à la clé de nouvelles perspectives, de nouvelles règles, mais le prix à payer sera vraiment très élevé. C'est quand cette émotion partagée devient « éthique », sous-entendue moralement acceptable, que nous devons commencer à avoir peur.

Quand la violence l'emporte sur la raison

Il est important d'établir clairement la différence entre violence privée et violence publique : la violence privée, stigmatisée et répréhensible, n'est jamais légitime (telle que définie par Hannah Arendt), mais la violence publique – contrôlée par un pouvoir, qui peut être l'État, un souverain absolu ou un dictateur – possède une ambiguïté foncière qui lui permet d'être légitime dans certains cas particuliers.

Les conditions requises pour cela se trouvent dans la défense de la nation, mais aussi dans la nature exceptionnelle d'un événement qui exprime, avec le soutien de l'opinion publique, le besoin d'agir dans l'intérêt de la communauté ou de la justice. Ce droit est autorisé par le principe garanti par la modernité de réserver l'usage de la force à la puissance publique et de le retirer au citoyen. C'est ainsi qu'une valeur éthique est conférée à la violence, rendue habituelle et même légale puisqu'elle est instaurée par la législation en vigueur.

Dès lors qu'elle se trouve définie par les institutions (répression, poursuites pénales, peine capitale, guerres), la violence rationnelle ne nécessite pas de justifications émotionnelles. Le cas échéant, elle peut être la cause même de telles réactions qui seront partagées, ou non, par le public. Il revient aux institutions elles-mêmes de rendre acceptables ces formes de violence au moyen de campagnes adaptées d'information et de propagande qui sauront les rendre éthiques.

Quelles sont les conséquences ? Il ne s'agit pas de succomber à quelque sombre dystopie, ou de se laisser séduire par de faux prophètes proclamant la survenue de tragédies, de la fin du monde ou d'autres perspectives laissant entrevoir un remède au désespoir. Il est maintenant plus nécessaire

Introduction

que jamais de comprendre ce qu'implique le changement en cours et de se préparer à faire les bons choix dont dépendra l'avenir. Dans un sens ou dans l'autre.

La société en cours de transformation a-t-elle vraiment renoncé à la grande promesse des Lumières, comme les post-modernistes l'ont annoncé dès la fin des années 1970 ? En observant le présent, la sociologie a permis de préparer l'avenir, sans l'orienter – même si certains s'y sont essayés, en se servant de leur discipline comme d'un outil peu efficace –, mais en proposant du moins des scénarios vraisemblables, à partir desquels il serait possible de raisonner et d'opérer des choix conscients. Mais il sera trop tard lorsque la sociologie donnera sa réponse et celle-ci sera de peu d'utilité. Il faudra alors inévitablement se résoudre à remiser les analyses de ce temps au rayon des opportunités manquées. Il n'a jamais été aussi nécessaire de chercher à comprendre ce qu'il se passe dans une société en proie à une impatience et à une insécurité grandissante, qui cherche des solutions dans des postures émotionnelles, dans l'agression et le rejet de l'autre.

Ce livre peut être lu comme la suite de nos analyses sociologiques précédentes¹, et a pour but de traiter les nouvelles urgences qui sont venues s'ajouter à celles de la distanciation sociale, de la primauté des émotions et de la soumission volontaire à la surveillance, caractéristiques de la période immédiatement postérieure au pic de la pandémie.

1. C. Bordon, *Interregnum. Beyond Liquid Modernity*, trad. W. Doherty, Bielefeld, Transcript Verlag, 2016 ; *Hubris and Progress. A Future Born of Presumption*, trad. W. Doherty, Londres, Routledge, 2019 ; *Post-Society*, trad. W. Doherty, Cambridge, Polity, 2022.